

UN UNIVERSALISME SI PARTICULIER

Christine Delphy



Articles choisis du recueil de Christine Delphy *Un universalisme si particulier – Féminisme et exception française* (1980 - 2010)

Le baquelache en France

Ce texte a été publié dans *Nouvelles Questions Féministes*,
n° 2, 1994.

Nous aurions pu intituler ce numéro « Michèle Le Doeuff parle de la France ». Pas pour en dire du bien évidemment ; au regard de l'exigence féministe, aucun pays ne trouve grâce, pas plus la France que les autres, mais pas moins les autres que la France. Seulement, c'est en France que nous sommes, alors nous en parlons plus souvent que des autres pays, non qu'il soit pire - encore que... mais parce qu'il faut « balayer devant sa porte ».

Et Déesse sait que nous en avons, des choses à balayer. La réaction antiféministe, anti-femmes tout simplement, se fait tous les jours plus dure. Les publicités montrent des femmes de plus en plus nues, de plus en plus soumises, de plus en plus découpées, en morceaux de plus en plus petits, parfois de façon quasiment explicite par une action virile. Publicité des lunettes « Visual », passée dans *Le Monde* le 8 mars, montrant le derrière d'une femme dans un short très court, avec cet avis à la population lunettée qui n'est que mâle dans leur esprit : « Changez plutôt de femme que de lunettes ».

Grands placards dans les rues payés par la banque Barclays - qui n'oserait le faire dans son pays d'origine, l'Angleterre - montrant un visage de femme battue ; commentaire : « elle ne pleure pas parce qu'elle perd de l'argent, mais elle en perd ».

Les Trois Suisses ont payé un film très long pour le cinéma. Il montre, sous des attirails différents, toujours la même jeune femme courant à la poursuite de son mari adultère en tirant des Coups de feu et en hurlant : « Je veux savoir qui est cette femme ! » (l'autre). À la fin elle le découvre caché sous un drap avec la femme (l'autre) - Oh ! intemporalité du vaudeville ! et commente : « C'est ça que tu appelles sauter un repas ? »...

En une minute on a tout et on ne sait pas ce qui est le pire : de l'incitation au meurtre ou de la vulgarité de la chute, vulgarité impardonnable car elle ne fait même pas rire le public. Le message explicite, et qui ne sera pas retenu, est « Chouchoutez-vous une image ».

Ce baquelache - la loi mussolinienne sur l'usage du français n'est pas encore passée, mais il vaut mieux prendre les devants - se situe à tous les niveaux : tant l'action des entreprises privées que celle de l'État et de ses institutions.

La participation de la France à la quatrième conférence mondiale sur les femmes, qui se tiendra à Pékin en 1995, est organisée par Hélène Gisserot. Celle-ci met en place un comité national flanqué d'un comité de pilotage et d'un comité scientifique. La composition de ce comité scientifique, qu'on vous dévoilera plus tard, est proprement hallucinante.

Dans les « études féministes » ou plutôt, car ce terme est honni en France - dans les thèmes d'habitude abandonnés de très bonne grâce, comme convenant à leur nature, aux femmes justement -, les femmes elles-mêmes, la famille, les enfants, les hommes reviennent en force, aujourd'hui que, politisés par le mouvement féministe, ces thèmes semblent moins gnan-gnan qu'autrefois. En plagiant les femmes, et/ou - ce n'est pas contradictoire - en les excommuniant. L'exemple le plus fameux est l'anathème jeté par Bourdieu sur les études féministes - c'est-à-dire faites par des femmes politiquement engagées - au même moment où, après quarante ans de carrière et un nombre impressionnant d'ouvrages où jamais la variable sexe n'a été estimée pertinente ou même intéressante, il s'érige en spécialiste du genre - au sens féministe du terme, c'est-à-dire du sexe social ; si, si ! C'est ainsi qu'il veut être présenté par l'université de l'Air au Japon (comme l'*Open University* anglaise, c'est une université pour adultes qui utilise de nouvelles méthodes, en particulier des cours télévisés).

Nous sommes en train de préparer un numéro spécial sur la parité. Qu'on soit pour ou contre, il est intéressant de remarquer qu'un juste nombre de femmes, pour les hommes, n'est pas ce que les femmes appelleraient un nombre juste. Ce qu'ils considèrent comme équitable est un peu... juste !

Ainsi, dans les milieux de la recherche, dès qu'il y a 60 % de femmes dans un groupe, les responsables - parmi lesquels il y a toujours un homme - commencent à chercher désespérément *d'autres* hommes. Comme on s'en doute, 60 % d'hommes dans un groupe, et même jusqu'à 100 %, ça ne les dérange pas, ils ne le remarquent même pas. Les hommes français disent ne pas aimer la ségrégation à l'anglo-saxonne, encore qu'ils la pratiquent très souvent, et dans les mêmes lieux - par exemple les cafés de campagne équivalents des « pubs traditionnels », les associations sportives, de loisirs, etc. Mais ils se targuent du : « Ça man-que de femmes ! » attribué diversement à Alphonse Allais, Sacha Guitry et quelques autres. Et en effet, les cénacles d'hommes sont souvent panachés, tempérés en quelque sorte, par un saupoudrage de femmes. Mais, en dehors des réunions familiales ou religieuses, les hommes ne supportent pas que la proportion de femmes soit égale à la proportion de femmes dans la population. Dès qu'il y a plus de 20 % de femmes, ils commencent à se passer le doigt dans le col de la chemise et à s'éventer. Ils se sentent *envahis*. Chaque culture patriarcale doit avoir, ainsi, un *numerus clausus* spécifique, et de surcroît spécifique à chaque situation, une proportion de femmes - et donc d'hommes, de blancs et de noirs (quelle que soit la couleur effective des Blancs et des Noirs de la culture en question) - bref, une notion de ce qui sied en termes de présence physique, et du sens de cette cohabitation. Nous ferions bien d'étudier ces attitudes et les significations qu'elles révèlent quant aux situations avant de supputer l'impact symbolique de telle ou telle réforme, de comprendre le sens des nombres avant de recommander des nombres d'or.

La France refuse de se dire, de s'avouer sexiste ; alors qu'elle l'est de plus en plus, elle continue de rechigner devant l'adjectif, et pour mieux l'éloigner, l'exorciser, elle l'applique aux autres. Par exemple à l'Algérie... quelle surprise !

Au lendemain de l'assassinat de deux lycéennes de plus - le 30 mars - *Le Monde* du 1er avril écrit que « le séisme algérien relève aussi, et peut-être avant tout, d'une discrimination sexiste d'un autre âge - que la mythologie nationaliste aura, pendant longtemps, tenté de camoufler ou de canaliser ».

Le raisonnement de l'éditorialiste est absolument incompréhensible. Ce qui est clair, c'est que pour lui, le sexisme se résume à la « discrimination », alors même que ce dernier mot apparaît, dans le contexte d'assassinats, comme une euphémisation non seulement grotesque mais proprement obscène ; et que en la présence « d'un autre âge », sous-entendu « chez nous » puisqu'il est clair qu'elle existe au-delà de la Méditerranée, il affirme *qu'elle n'existe plus ici*.

Ainsi, comme toute accusation venant d'un pays et dirigée vers un autre, celle-ci est-elle à double détente, et c'est le deuxième message le plus important. Il est bien plus urgent d'affirmer que le sexisme a disparu de France que d'informer qu'il existe en Algérie : car franchement, cette dernière information n'est pas un escoupe. Et le sexisme n'est condamnable aux yeux du *Monde* que quand il vient des pays arabes — quand il fournit une bonne raison de condamner ceux-ci. Quand la lutte contre le sexisme menace ces mêmes journalistes français, alors c'est elle qui est démonisée, qualifiée d'importation étrangère. Tout ce qui dérange vient de l'étranger : le féminisme est « américain » pour les machos français, il est « français » pour les machos algériens.

Mais si les médias le découvrent, les féministes savent depuis longtemps que les Algériennes, comme des centaines de millions d'autres femmes, sont aux prises avec un État qui sacrifie leurs droits avec un « code de la famille » qui les rend mineures à vie. En 1991,

nous avons publié un article de l'Association pour l'égalité des hommes et des femmes devant la loi.

Dans ce numéro, Fériel Fatès, membre du bureau de cette association, réussit, sous un titre modeste, un « cadrage » lumineux du contexte historique dans lequel les derniers développements du nouveau drame algérien se produisent, et à la lumière duquel il convient de lire ces événements, sauf à risquer de lourds contresens. On peut voir ces contresens à l'œuvre en France, et en particulier une tentation de considérer le pouvoir en « contient » l'islamisme. De plus, place, tout militaire qu'il soit, comme un moindre mal dans la mesure où il nous préparons en ce moment un autre numéro spécial, qui sera cette fois entièrement consacré à l'évolution sexiste de l'Algérie depuis l'indépendance (et peut-être avant) et au développement, depuis 1981 en particulier, d'un mouvement de femmes riche de sa diversité, à la fois divisé dans ses alliances et uni dans sa revendication d'un statut unique pour tous les citoyens de l'Algérie. Un statut unique pour tous les ressortissants d'un même pays : *Le Monde* dirait que toute autre situation est « d'un autre âge ». Et pourtant, en France aussi il y a aussi des « statuts personnels » : en clair, toutes les personnes n'ont pas le même statut. Étonnant, mais vrai.

La situation en Algérie est catastrophique, et les femmes font les frais de la lutte entre l'État-FLN, qui sous d'autres noms se maintient au pouvoir depuis 1962, et les islamistes. Se comptant parmi les « démocrates » tandis que ceux-ci, une poignée *d'hommes*, les rejettent, quand ils ne préconisent pas, par mesure de rétorsion, l'assassinat *des femmes* de leurs adversaires islamistes, ces féministes sont très isolées. Elles maintiennent cependant une dignité admirable, refusant pour la plupart de s'allier avec un pouvoir qui ne respecte plus aucune des règles du droit qu'il est censé défendre et expose au petit matin sur les trottoirs des villes les cadavres mutilés des islamistes torturés et exécutés sans procès pendant la nuit.

Mais, comme les autres mouvements « démocrates », le mouvement des femmes est divisé, depuis 1991, sur la question du recours à l'armée, et plus généralement, à un totalitarisme pour se protéger d'un autre.

On comprend d'autant moins que certaines d'entre elles, à Paris, acceptent l'alliance avec Psych et Po — rebaptisé Alliance des femmes — qui a usurpé et vendu le mouvement féministe aux grandes puissances occultes (en vérité pas si occultes) de ce monde. Car de même que Matra, fabricant de missiles, contrôle Hachette qui contrôle une bonne partie de la presse et de la télé-vision (voir les travaux d'Andrée Michel, en particulier « Le complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes », *Nouvelles Questions féministes*, n° 11-12), ce qui garantit que les organes d'information n'en donneront pas trop sur « le nucléaire, ses joies, ses peines » et autres « sujets sensibles », de même Schlumberger, un des plus grands holdings financiers du monde (dont la maison-mère est située dans les pétroles texans), qui a des jetons, comme tous les holdings, dans le trafic d'armes légal, finance, en épongeant le déficit de la façade « Éditions des femmes », Antoinette Fouque pour qu'elle stérilise de l'intérieur la contestation féministe. La même inconscience, l'année dernière, avait poussé nombre de groupes féministes à co-signer avec Psych et Po un appel à manifester contre le martyr de la Bosnie. Certaines arguent de notre faiblesse pour dire que nous ne pouvons pas nous permettre de refuser des soutiens. Au contraire, justement parce que nous sommes peu, nous avons une responsabilité accrue et nous ne pouvons pas nous permettre une telle légèreté : nos actions n'engagent pas que nous, elles engagent l'histoire.

Le numéro spécial sur la parité soulèvera des questions de fond sur ce que sont les femmes : race, espèce, population, classe, catégorie ? et donc les hommes (race, espèce, etc.) ; ravivera, s'il en était besoin, les débats sur l'universalisme et le particularisme, sur l'es-

sentialisme et le constructionnisme. Mais là comme ailleurs, les problèmes abstraits doivent être examinés à la lumière des expériences, et des situations concrètes. En France, les femmes disparaissent de plus en plus non seulement de la représentation politique — elles ne font pas partie de la classe des « représentants » officiels, députés, sénateurs — mais aussi de la représentation culturelle de la nation. L'espèce humaine est représentée par « l'homme » dans le langage et par des mâles bien identifiables en tant que « vir » (et non « homo ») dans les productions culturelles. Les femmes disparaissent même des représentations... des femmes ! Elles n'ont même plus qualité à se représenter. Le ministre Machin et le directeur Truc, sans parler du peintre Trucmuche, sont peut-être des femmes, mais on ne le saura qu'à la deuxième phrase, et s'il n'y a pas de deuxième phrase, on ne le saura jamais. Exemple (parfaitement inventé, c'est-à-dire parfaitement semblable aux centaines d'originaux qu'on lit tous les jours) : « Le ministre de la santé, invité à déjeuner par son homologue allemand, a réaffirmé l'attachement de la France à ce qui lui tient historiquement à coeur ». Parfois, version longue et deuxième phrase : « Elle a aussi tenu à souligner qu'au terme de longues négociations, les deux pays amis sont parvenus à une convergence de vues remarquable sur le fait que la santé est préférable à la maladie ». À l'inverse de ce qui se passe ailleurs, dans des pays dont la langue est tout aussi française que la nôtre, des noms masculins sont de plus en plus utilisés pour désigner des femmes. Certaines pensent que tout affaiblissement du marquage de genre est une bonne chose : mais il ne s'agit pas cela, hélas. Nous subissons la volatilisation des individus, dématérialisées avec maestria en un tour de plume, sans que la ligne de partage soit le moins du monde effacée. Les femmes sont assimilées à des hommes, le temps d'un métier, l'idée que le métier est masculin est renforcée, le genre n'est pas mis en cause. Les « transgressions » du genre ne mettent pas celui-ci en question. Regenrer le monde ne le dé-genre pas, et le dé-range encore moins.

Cette bataille française d'arrière-garde qui se conduit au nom du « respect de la langue », mène à des constructions grammaticalement loufoques et carrément surréalistes, comme en témoigne cet extrait d'annonce de colloque où Martine Aubry est, dans la même ligne, et *un* ancien Ministre, et *une* présidente de Fondation (colloque « Les libertés de la ville »). Il s'agit donc bien d'un des signes d'une régression générale et qui affecte les rapports de genre en premier, puisqu'en France comme en Algérie comme ailleurs, outre son importance propre, le genre a valeur de symbole et même de langage de la hiérarchie en général.

Mais peut-on parler de régression quand il n'y a pas eu d'avancée ? Car « chez nous » le baquelache n'est pas un de ces phénomènes datables comme en connaissent les nations récentes et donc transitoires — suivez mon regard transatlantique. Chez nous, pérennité, éternité et sérénité : le baquelache est « toujours déjà-là ».

Violences contre les femmes

Ce texte a été publié dans *Nouvelles Questions féministes*,
n°3-4, 1997.

Ce numéro double est le deuxième recueil de l'année consacré aux violences contre les femmes. C'est le minimum. Car on ne peut traiter ce sujet en deux, ni trois, ni même vingt numéros. Et puis, il n'y a pas de « pour » et de « contre ». La violence n'est pas une opinion.

C'est une réalité, une réalité qui apparaît de plus en plus comme indéniable, tant elle est massive. Cette réalité continue d'être contestée, d'être minimisée, d'être « expliquée », d'être externalisée : on l'aurait vue en Amérique, elle est attestée en Inde, elle existe partout si on veut mais... pas chez nous ! Mais enfin, il devient de plus en plus difficile de faire ce que l'on faisait avant : la nier purement et simplement. La nier, ne pas la voir, l'ignorer, ne pas la percevoir quand on la voit. Le fait des oppresseurs ? Pas seulement. La violence n'a pas toujours fait partie des phénomènes dénoncés par les féministes. Celles de la première vague parlaient semble-t-il surtout de la violence « provoquée par l'alcool » ; pas de la violence, dans toutes les circonstances, de la *violence à jeun*. Et celles de la deuxième vague ? Pas tout de suite. Nous ne l'avons pas perçue ? Elle était moins grande ? Moins visible ? Elle était moins quoi ? Ou est-ce nous qui étions moins quelque chose ?

La violence contre les femmes est, comme le travail domestique, la preuve que la réalité n'est pas *là* : comme un environnement tangible qu'on ne peut « choisir de ne pas voir » qu'en détournant la tête ; que, pour ignorer, on doit *choisir* d'ignorer. Non, c'est « en toute bonne foi » – en toute inconscience – qu'on ne la voit pas, y compris quand on en est victime : qu'on ne la voit pas comme *violence*.

C'est une des grandes avancées du mouvement féministe que de « mettre au jour », les violences, sans se rendre compte que ce qu'on met au jour n'est pas une ville enfouie sous des mètres de sable, qu'il faut matériellement exhumer : c'est des yeux qu'il faut enlever le sable. Une opération qui paraît simple mais qui soulève bien des questions.

Cette exhumation intérieure confirme que, contrairement à ce que croit la majorité des gens, la principale tâche du mouvement féministe, sa bataille première, avant que de lutter contre l'oppression, consiste à la découvrir. Et que cela, c'est très compliqué. Et très lent. Et ce n'est pas une question de statistiques et d'enquêtes : pour enquêter sur quelque chose, il faut d'abord avoir l'idée d'aller y regarder de plus près. Et pour avoir envie de regarder de plus près, il faut déjà avoir vu quelque chose là où les autres ne voient rien. Comment les yeux se dessillent, c'est une question bien trop compliquée pour l'épistémologie traditionnelle, qui de ce point de vue se révèle rudimentaire. C'est toute la question de la « prise de conscience », vue comme un processus dynamique et comme un processus jamais terminé.

L'autre volet de la même question, le revers de la médaille, c'est : comment peut-on être aveugle à ce qui est sous nos yeux ? En dépit de tous les doutes que j'ai exprimés sur le concept d'*aliénation*, quel autre mot employer ? En tous les cas, si on doit employer UN mot. Ce qu'il faudrait, ce sont des volumes entiers sur ce mystère si humiliant et si dramatique pour nous et pour tout-e-s les opprimé-es. Une autre « psychologie » que les schémas sommaires qui nous sont fournis à l'heure actuelle sous le nom de psychologie. Une étude du psychisme qui parte des conditions réelles de la vie des gens, des femmes, une psychologie matérialiste à laquelle j'appelle depuis 1974 (« Pour un féminisme matérialiste », *L'Arc*, numéro sur Simone de Beauvoir), une psychologie de l'oppression. Certes, avec l'étude des violences et de ses effets sur les victimes, elle se constitue de

plus en plus mais elle ne se présente pas carrément, ou pas encore, comme une psychologie *alternative* aux théories traditionnelles.

Ce recueil commence par un vaste tableau dressé Par Chris Corrin des recherches menées par les féministes, et des analyses qui, avant même de s'appliquer aux matériaux de ces recherches, les ont permises : des analyses qui ont fait porter le regard sur les violences. Ces recherches sont pour la plupart anglophones (Royaume-Uni, États-Unis, Canada, Australie), et d'Europe du Nord qu'elles sont développées. Aujourd'hui, dans les catalogues des maisons d'édition anglaises ou américaines, la « violence interpersonnelle » occupe tous les trois mois deux ou trois pages. Des revues entières y sont consacrées. Des spécialités se forment : études sociologiques des violences, études juridiques, études psychologiques. Plus personne ne peut tout étudier : on se spécialise sur le viol conjugal, ou le viol par inceste, les violences contre les enfants ou contre les adultes, les violences sexuelles ou non, les mécanismes du système juridique ou ceux du système policier, les perpétrateurs ou les victimes. En France, les violences contre les femmes, et les enfants, ne sont pas considérées comme un sujet légitime d'étude. C'est un sujet tabou. Surtout dans le monde universitaire. Les médias l'abordent un peu plus, quoiqu'avec des gants.

Et plus les médias sont « intellectuels », *Libération*, *Le Monde*, même *Le Monde diplomatique*, moins ils accordent d'importance aux victimes, ou pour être juste, plus ils accordent de place à ceux dont la préoccupation principale semble être la protection des violeurs et des pédophiles, sous couvert de « protéger les droits de la défense » ou de « ne pas céder à l'hystérie ». Nos « grands intellectuels » (par exemple Finkelkraut dans *Le Monde* du 25 juin 1997) sont horrifiés par le suicide de quatre suspects de pédophilie à la suite d'une opération de la justice pour démanteler un réseau de trafic de cassettes pornographiques : ce sont pour eux les vraies victimes, les seules victimes. Mieux, ces suicides condamnent à leurs yeux non seule-

ment les méthodes de la police, mais les directives des parquets et finalement le principe même de faire quelque chose contre les crimes contre les enfants : car enfin, le fameux « coup de filet » est la première action jamais réalisée par la justice française. Le scandale, c'est, pour eux, la mort auto-infligée de quatre adultes mâles ; pas le viol quotidien, routinier, non-dit, caché, répété pendant des années par un père, un instituteur, un ami de la famille, sur des milliers d'enfant-es et d'adolescent-es. Pas l'avilissement et le viol des enfants qui étaient montrés sur ces cassettes : ceux-ci, personne n'en parle — sauf pour en nier l'existence. Ainsi Pierre George demande dans *Le Monde* des 22-23 juin 1997 qu'on distingue les « acteurs » (en clair, les violeurs) des « voyeurs ». Et pourtant, ces images, ce ne sont pas des dessins animés ? Il a bien fallu les tourner ? Ce sont donc bien de *vrais enfants* qui ont subi tous ces déshabillages, ces manipulations, ces coïts, ces fellations, ces sodomies, pour que les acheteurs de cassettes puissent satisfaire leurs fantasmes. Alors, « simples » voyeurs ? Ou commanditaires, donc tout au moins complices, d'actes qui sont des crimes ? Le porno, ce n'est pas « juste du cinéma » : ou plutôt, avant le cinéma, il y a le réel ; la caméra du réalisateur de porno filme de vraies personnes, pas des images virtuelles. Mais ces gamin-es, nos intellectuels les passent par pertes et profits. Comme l'écrit un de mes collègues dans *Le Monde diplomatique*, d'habitude plus circonspect, « il y aura toujours des faibles ». En somme s'indigner de la violence contre les « faibles », c'est naïf, c'est comme s'étonner qu'il neige en hiver. Et les « faibles », pour lui, c'est une catégorie naturelle, ça n'a rien à voir avec une construction sociale : ils existent tout seuls, non comme antonymes des « forts », mais comme fait de nature, exception aux « gens ordinaires » qu'on appelle aussi « Monsieur-tout-le-monde ». « Tout le monde » c'est donc seulement le monde qui compte.

Parmi les nombreuses œillères qui nous rendent aveugles, les « explications » et « marginalisations » : l'alcool, on a déjà vu, le «

détraquement » (« on cherche un détraqué » disent les policiers qui enquêtent sur la disparition de Marion près d'Agen), les hormones aussi, qui font un tabac depuis qu'elles ont été découvertes, et qu'on associe très librement à la théorie du détraquement. Toute une série de représentations destinées à nous faire croire que c'est anormal — que cela ne fait pas partie de la norme.

Vraiment ? demande Anne-Marie Devreux, qui, pour comprendre « l'apprentissage de la virilité », a écouté les jeunes recrues du service militaire et a su décrypter leurs associations libres. La violence s'apprend partout évidemment, dès le plus jeune âge, mais on peut s'attendre à ce qu'elle soit enseignée avec une précision particulière à l'armée, là où on apprend à exercer la « violence légitime » de l'État. Devreux a su trouver les liens, dans le discours des conscrits, entre la violence et la possession patriarcale des femmes : pas des liens simplistes, genre « guerre du feu », mais des médiations complexes. En effet, il s'agit d'une violence ambiguë, ambivalente plutôt, car elle est subie aussi par les conscrits. Le service militaire est — était — le couronnement de ce long rite de passage qui commence pour les hommes à l'enfance, de cet interminable bizutage, dont le message est : après, ça sera à ton tour d'en faire baver aux autres. Message sous-tendu par la logique patriarcale : si ce n'est pas l'autre qui en bave, ce sera toi.

Dans cette logique : il faut que quelqu'un en bave, où la seule question est : sur qui ça va tomber, peut-on dire que la violence contre les femmes soit vraiment illégitime — vraiment hors de la norme ? Pas tant que ça, autrement les publicitaires n'en feraient pas un sujet de rigolade. On ne voit pas de publicités qui ont pour « chute » un assassinat. Mais une femme battue, c'est drôle, non ? Et si on ne le pense pas, c'est qu'on est une féministe coincée, dépourvue du sens de l'humour. Ah, c'est bien vrai que ça nous manque, par moments. On n'arrive plus à rire franchement, comme on le devrait. Marie-Victoire Louis fait le récit des batailles menées par l'As-

sociation contre la violence faite aux femmes (AVFT)¹ au sujet de publicités sexistes. Ce qui nous fait découvrir, avec les arguments qui lui sont opposés par les publicitaires, qu'en effet l'équation : femme humiliée/découpée/battue/violée/insultée = rire, va de soi pour eux. Ils n'essaient même pas de nous faire comprendre pourquoi c'est humoristique. Et pourtant, quand on y réfléchit, c'est une équation assez compliquée avant même que d'être perverse.

Que la photo d'une femme battue fasse plaisir aux hommes, cela ne fait que confirmer ce que nous soupçonnons depuis longtemps et disons depuis peu : que « quelque part », et quoiqu'ils en disent et en pensent, et même s'ils croient le contraire, ils détestent les femmes. Haine de genre, haine raciste, la haine de l'opprimeur envers celle/celui qu'il opprime est tristement banale. Mais que cela les fasse rire... ? De quoi rient-ils ? De plaisir ? C'est intrigant. Ce qui est encore plus stupéfiant, c'est qu'après avoir dessiné, photographié, filmé, organisé des scènes où le clou du spectacle est une femme rabrouée/violentée/torturée, ils se retournent vers les féministes, et nous reprochent de « fomentier la guerre des sexes² ». La logique masculine ne cessera jamais de m'étonner.

Jacqueline Julien, dans son adresse aux chirurgiens, refuse méthodiquement une violence plus subtile : celle qui dit aux femmes que leur apparence normale normée — de femmes, est non seulement leur être, leur seul être, mais que cet « être-canonique-femme

1. L'AVFT mène un combat extraordinaire contre le harcèlement sexuel, et contre la prostitution. Elle publiait une revue, *Projets féministes*, qui est pour l'instant suspendue, et publie maintenant *La Lettre de l'AVFT*, toujours pleine d'informations capitales pour les luttes féministes.

2. Voir la série de quatre émissions montrée sur France 2 en ce moment et produite — par Pascal Dupont, journaliste, intitulée *L'amour en guerre (sic)*. Et ses commentaires dans *Télérama* du 7 janvier 1998. Tout ce qui l'intéresse, c'est que la dénonciation de l'inceste a « des effets pervers » : ce sont les 5% de condamnations injustes en Suède qui lui posent problème, pas le fait qu'il en reste donc, mathématiquement, 95% qui sont justes. Mais non, ce sont les « femmes [qui] sont cinglées » ; vouloir protéger leurs enfants du viol, c'est démontrer une « virulence haineuse ». Quant au vocabulaire employé par *Télérama*, seule une analyse de contenu exhaustive pourrait rendre compte de sa misogynie : « Américaines narcissiques » « campant sur le pied de guerre », « Amazones suédoises [dépourvues] d'intériorité » (?), etc. Et comme d'habitude, tout ça pour arriver au cocorico final et paradoxal : en France, on ne fait rien, et c'est très bien, ça prouve qu'il n'y a pas de problèmes !

» est plus important que tout, que *l'existence* même. Une violence qui tente de leur faire croire que c'est *ainsi qu'elles* pensent, que c'est cela *qu'elles* veulent, *qu'elles-mêmes* attachent plus d'importance à l'esthétique régentée qu'à la vie, et redoutent plus la « laideur » que la mort. À ces certitudes, Julien oppose une ferme assurance ; sa vie lui est plus importante que son apparence. Elle revendique son asymétrie, parce qu'elle refuse de considérer qu'elle est la victime passive d'une maladie qui l'aurait « diminuée ». Dans sa vision, elle a mené une bataille et ne veut pas qu'on en efface les marques par une prothèse. Comme quoi, en offrant des prothèses et des « soutiens psychologiques », les médecins imposent aussi des sens, des sens uniques qui refusent aux femmes la capacité de donner leur sens à *leur* vie. Sournoise violence, tendre condescendance, amère médecine.

Jules-France Falquet examine les similitudes, tant du point de vue des moyens utilisés par les bourreaux que des effets sur les victimes, entre les violences domestiques et la torture utilisée dans ce qu'on appelle la « guerre de basse intensité » en Amérique centrale et du Sud. Le terme vient d'Amérique du Nord, comme la réalité. Une guerre non-déclarée, une guerre à petit feu, une guerre sans armées et sans armures, une guerre quasiment sans bruit, sauf les cris étouffés et si ordinaires qu'ils finissent par faire partie des bruits familiers. Familiers ? Comme « famille » ? Étymologiquement, oui. Mais politiquement, la comparaison est osée.

La violence domestique, cette chose banale — enfin, qui n'existe pas, mais qui serait banale si elle existait — la traiter sur le même pied que la guerre ? Que la torture ? Ces choses horribles mais nobles quand même ? Ce qui est osé, c'est de prendre les souffrances des femmes au sérieux, de comparer des souffrances de femmes à des souffrances d'hommes. Oser prendre les femmes pour des êtres humains, pas juste sur le papier des déclarations, mais dans l'étude de ce qui leur arrive : voilà l'opération qui dessille. Après le reste vient

tout seul ou presque, car ce n'est pas voir qui est interdit, c'est ouvrir les yeux. Ce n'est pas compter les coups qui est difficile, c'est penser que les femmes sont *du monde qui compte*.

Celles qui ne « voient » pas la violence — que ce soit les féministes de la première vague, ou une grande partie des femmes non-féministes aujourd'hui — sont celles qui ne voient pas les coups comme de la « vraie » violence : qui n'osent pas se prendre pour de vraies personnes. C'est là que réside la raison de l'aveuglement. On ne voit pas parce qu'on n'arrive pas à se croire ni dignes de vivre pour soi, ni dignes même d'être opprimées. La dénégation de l'existence ou de l'importance de la violence, par les victimes elles-mêmes, est la conséquence de l'auto-dépréciation des femmes : cette absence de valeur du sujet à ses *propres yeux*, voilà le sable qui engluie les paupières.

C'est pourquoi le chemin de la connaissance féministe est si long : parce qu'il passe par l'acquisition d'une notion de notre dignité ; par un travail aussi ardu qu'il est paradoxal, puisqu'il s'agit d'aller à contre-courant de notre propre culture. (Ce qui n'empêche qu'une fois ce handicap levé, la pensée puisse progresser très vite : alors, c'est aux intérêts des dominants qu'elle se heurte, mais c'est une autre histoire.) Et c'est aussi pourquoi ces découvertes sur la société ne peuvent venir que du mouvement de la pensée féministe, et de nul autre lieu de la société.

Le foulard islamique : une affaire française

Ce texte a été publié dans *Le foulard islamique en questions*, sous la direction de Charlotte Nordmann, Paris, Amsterdam, 2004.

La France en est à sa troisième affaire du foulard islamique en quatorze ans. Dans la première affaire du « voile », en 1989, c'est l'aspect religieux, « antilaïque » qui était souligné. Puis les franc-maçonnes en relevèrent l'aspect sexiste. Depuis, les deux arguments sont utilisés dans le même souffle. Cela a pour résultat d'associer indissolublement la cause de la laïcité, elle-même unie à celle de la république, à l'antisexisme. Ce n'est pas une mince aubaine pour ce pays. En effet, pourquoi lui demanderait-on de faire des efforts pour combattre son sexisme ? Quel sexisme ? Ah oui, les cent cinquante mille viols — mais mille neuf cents condamnations — par an ! Ah oui, la persécution des filles par les garçons dans les lycées ! Ah oui, la discrimination et les sous-salaires ; ah oui, les pensions alimentaires non payées ; ah oui, les femmes battues ! Quel travail en perspective ! N'y aurait-il pas une solution moins coûteuse, quelque chose à trouver qui permette de ne rien faire ? Si. En s'insurgeant contre les signes d'un sexisme « étranger », notre société ne fait-elle pas la preuve qu'elle ne supporte pas le sexisme ? Donc qu'elle ne saurait être sexiste ? Voilà comment, sans avoir besoin de sortir du niveau du discours, on fait d'une pierre deux coups : l'altérité des autres, sexistes, est confirmée, tandis que notre absence de sexisme est prouvée par l'altérité des sexistes. CQFD.

Car la laïcité seule ne suffit plus : beaucoup ont déjà fait remarquer que la croix et la kippa sont largement tolérées. Mais apparemment, ces signes, qui se voient, se voient moins que le foulard,

présupposé ostentatoire ; mais que veut dire « ostentatoire » ? Comme le dit Jean-Fabien Spitz dans « Voile au lycée » (*Le Monde*, 15 octobre 2003), « peut-on exprimer ce que l'on pense sans le montrer, le manifester » ? Et pourquoi voyons-nous plus les foulards que les croix et les kippas ? Est-ce une question d'habitude, de familiarité ? Ou plus profondément d'acceptation, y compris par les athées, de certaines religions et pas d'autres ? Alors, est-ce à la manifestation (« ostentatoire ») que nous en avons ou à ce qui est manifesté ? Au foulard ou à l'islam ? C'est à ce point que l'argument « féministe » vole au secours de l'argument « laïque ». Le port du foulard est un signe d'infériorité des femmes. C'est vrai. Mais est-ce le seul ? Il serait intéressant d'en débattre. La kippa n'est-elle pas un signe de supériorité des hommes ? Comme finalement tout ce que portent les hommes et qui les distingue des femmes ? Et réciproquement, tout ce que portent les femmes, et qui signifie « femmes », ne signifie-t-il pas du même coup leur infériorité ? On peut rétorquer qu'aucun vêtement n'est prescrit, et surtout pas par une religion, dans l'habit moderne français. Certes. Mais, si l'on parle de sexisme, alors parlons-en : les jeunes filles ont-elles vraiment le choix — sauf celles qui se disent musulmanes — de ne pas dévoiler leur estomac en portant des T-shirts de trois tailles trop petits (pardon, à la mode), de ne pas mettre des chaussures à semelles compensées de 10 cm ou des talons aiguille qui les font trébucher ? Et plus profondément, sont-elles libres de ne pas tout faire pour plaire ? Là résident et l'inégalité et ses signes. Voilà ce qui est prescrit, par aucune religion, mais par toute notre culture et notre organisation sociale : certes les jeunes filles peuvent poursuivre d'autres buts aussi ; mais on leur répète à longueur de temps que leur vraie réussite ce sera de trouver un homme, et donc d'abord de plaire à tous, quitte à jouer au ping-pong (je l'ai vu) avec des talons de 15 cm, contre un petit ami confortablement chaussé de baskets — plaire n'exige pas de contraintes corporelles pour les hommes, de même que trouver la compagne de sa

vie n'implique pas pour eux une préoccupation obsessionnelle de tous les instants.

Le foulard ne peut pas être le seul signe d'une inégalité qui est inscrite au cœur de notre société. Mais les autres signes, qu'on n'est pas en peine de trouver³ sont « les nôtres ». Le foulard de Mère Teresa, montré au même moment pour cause de béatification imminente que ceux des sœurs Lévy⁴, ne suscite, lui, aucun tollé. Pourtant, comme toutes les coiffes de religieuses il vient de la même tradition : la femme est impure et doit cacher sa chevelure (cela ne fait que quelques années que les femmes peuvent entrer tête nue dans les églises catholiques). Mais nous oublions notre passé récent avec la même légèreté que nous projetons notre présent sexiste hors de nous, en nous défaussant sur l'Autre de ce qui fait désordre chez nous.

Il y a un autre enjeu de taille au rejet dans les ténèbres extérieures de ce « problème ». C'est le suivant : il faut à tout prix cacher que le signe, le foulard rebaptisé « voile », ne signifie pas la même chose ici en France, porté par quelques centaines de jeunes filles, souvent contre la volonté de leurs parents, qu'en Afghanistan, où il est imposé sous menace de viol et de mort par des hommes armés (les Moudjahidin que l'Occident a remis au pouvoir), qu'en Iran, qu'en Algérie. Là, le voile est un signe de conformité — et il n'y a pas de place pour l'anticonformisme. Mais ici, au contraire, il dérange, il choque même : il agresse de front la représentation que l'on se fait des femmes modernes et occidentales. Il provoque. Eh oui, c'est une provocation. Dont il faut se demander ce qui l'a provoquée.

La provocation du foulard islamique en France est une affaire française. C'est un signe, certes : le signe d'un échec français. De l'échec à traiter tous les citoyens également. Il ne s'agit pas d'inté-

3. Voir par exemple le travail du Collectif contre le publisexisme.

4. Alma et Lila Lévy ont été exclues de leur lycée d'Aubervilliers en octobre 2003 parce qu'elles refusaient d'enlever leur foulard.

gration, car il ne s'agit pas d'immigrés. Il s'agit d'égalité, puisqu'il s'agit de jeunes qui sont nés de parents étrangers, mais qui sont nés ici, et qui sont français — mais que l'on n'a jamais traité comme les autres, ni comme les Français « de souche », ni comme ceux nés de parents espagnols ou portugais. Les enfants d'Algériens et de Marocains ont été, et sont considérés encore pour beaucoup comme des étrangers, carte d'identité nonobstant ; leur taux de chômage est quatre fois supérieur à la moyenne ; une femme française entre vingt et vingt-neuf ans a en moyenne une chance sur cinq d'être au chômage, mais une chance sur deux si elle est d'origine algérienne (Tribalat 1995). Cette population a tenté en 1983 d'en appeler à la République, à travers la Marche des Beurs pour l'égalité, puis avec SOS Racisme. Constat : sa situation, vingt ans après, n'a pas vraiment changé. Ils et elles demandaient l'égalité : « on » les a renvoyés, « on » les renvoie toujours, à leur « différence ». Ils et elles ne seront jamais comme nous, leur fait-on savoir de mille façons (jamais « aussi bien »). Quoiqu'ils et elles fassent, quel que soit leur langage, leurs habitudes alimentaires, leurs façons d'être, leurs diplômes, ils et elle restent des « Arabes » — lire des inférieurs — de façon indélébile, essentielle, de façon raciale. Imagine-t-on la souffrance psychologique de ces jeunes, symboliquement et matériellement marginalisés dans le seul pays qu'ils aient, la France ? Au bout de quarante ans, ayant épuisé tous les recours et les efforts, cette population semble finalement avoir fait son deuil de l'impossible égalité. Exclue de l'universel, elle se met à revendiquer ce qu'on lui a imposé : une spécificité. Mais — et c'est là que le bât blesse les « dominants » — elle la remplit d'un contenu choisi, et non imposé ; positif, et non infamant. Une partie de cette génération a donc choisi l'islam pour se trouver une identité autre que « moins ». Car devoir supporter le regard dévalorisant d'autrui produit une identité « endommagée », une image négative de soi. Si c'est un sort que les femmes et les groupes « racisés » de la population connaissent bien,

les femmes de ces groupes sont doublement perdantes. Comment la société peut-elle alors s'indigner que des jeunes — filles ou garçons — essaient de se « bricoler » une autre identité ? Le fait que les Français d'origine maghrébine refusent la honte qu'une certaine société leur impose est une réaction de dignité. Aux prises avec ce qui est un *double bind* — avec une situation « perdant-perdant » — les jeunes descendant-es de Maghrébins ne peuvent y échapper que « par le haut » : en positivant leur différence, que celle-ci soit la délinquance ou l'islam. La revendication d'une identité musulmane, en permettant aux individus d'investir d'un contenu choisi et valorisant une différence qui leur est de toutes façons imposée, est, contrairement à ce que pensent la majorité des « Français de souche », une façon de pouvoir être aussi français : Français musulmans.

On peut, on doit regretter que dans cette recherche la hiérarchie entre femmes et hommes demeure. Mais ni plus ni moins qu'on doit regretter que les partis politiques préfèrent payer des amendes plutôt que de mettre en œuvre la parité, à laquelle ils déclarent cependant tous croire et adhérer... au niveau des principes ; ni plus ni moins qu'on doit regretter la permanence du patriarcat bien de chez nous. Beaucoup, y compris hélas parmi les féministes, ne veulent reconnaître aucune continuité, aucun point commun entre le sexisme français et ce sexisme-là. Tout à coup, la différence de degré — s'il y en a une — devient une différence de nature ; le patriarcat français se retrouve, devant l'urgence de dénoncer cet « autre » patriarcat (ce patriarcat « autre », allogène), sinon absous, du moins considérablement dégonflé, exonérant les hommes « français de souche ». Et réciproquement, ne voit-on pas nombre de ces Français « de souche », de gauche ou pas, qui sont restés pendant des décennies sourds au mieux, et défensifs au pire face aux revendications des féministes, les accusant d'exagérer ou de se tromper de combat, tout à coup s'enflammer pour « l'égalité des sexes et les droits des femmes », tels de vrais petits Chirac et Sarkozy, et se faire des états de service

féministes à moindre frais et aux dépens de l'ennemi, le musulman ? Et ne voit-on pas des femmes accepter ces alliances au lieu de dénoncer cette pitrerie et cette instrumentalisation du féminisme pour des combats douteux ?

N'assiste-t-on pas à une véritable hystérie collective, quand certaines en viennent à prétendre que les filles voilées seraient responsables du viol des autres ? Comme si — et le mouvement Ni putes ni soumises l'avait bien dit — les garçons ne distinguaient pas entre « putes » et « filles bien », quel que soit leur habillement, puisque c'est une excuse — pas une raison — au viol ; comme si cette distinction ne se faisait pas en dehors des banlieues aussi, parce qu'en dehors des banlieues aussi on viole ; comme on viole, en France, depuis des siècles, sans avoir attendu l'immigration maghrébine pour apprendre à le faire, et à dire après que c'était la faute de la violée. Il faut répéter que pour les féministes, c'est au violeur qu'incombe la faute du viol, et ni à la violée ni à la voilée. Il faut rappeler aussi que ce ne sont pas les musulmans qui, en France, menacent les droits fondamentaux des femmes mais bien, depuis douze ans, les fondamentalistes chrétiens qui, maintenant au pouvoir à Washington, relayés dans toute l'Europe par des puissants lobbies, permettent aux troupes de Xavier Dor d'être dans la rue, à contester illégalement le droit à l'avortement et non en prison, où les multiples condamnations dont elles ont fait l'objet auraient dû les conduire depuis longtemps, si elles avaient été suivies d'effet.

Cette société va-t-elle se résoudre à regarder en face sa discrimination et son racisme ? Va-t-elle enfin se rendre compte de ce qu'elle a fait à ses citoyennes ? Ou préfère-t-elle — et croit-elle que cela sera efficace ? — quand ils/elles se rebellent, redoubler la punition ? Peut-elle de bonne foi leur parler de la République aujourd'hui, pour la sanction, quand hier elle en a trahi les principes ? Peut-elle, de la citoyenneté, ne leur donner que les devoirs sans les droits ?

On peut monter encore d'un cran dans la spirale oppression,

révolte, répression. On peut, au contraire, tenter ce dont on parle beaucoup mais qu'on n'a jamais fait : l'intégration, qui est la démarche de la société pour s'ouvrir, et ne relève pas, comme on le croit en France, de la responsabilité unilatérale des « autres » pour s'assimiler — surtout quand on met dans leur chemin l'obstacle des « apparences » qui en fait une mission impossible. On peut essayer de réaliser cette République, qui reste à ce jour, aux yeux des enfants d'immigrés comme à ceux des femmes, au mieux un idéal, au pire un mensonge, mais en tous cas pas une réalité.

La loi projetée, qui prévoit l'exclusion pure et simple de l'école des jeunes filles voilées, est d'une grande violence — d'une violence disproportionnée à ses objectifs avoués. Elle aura, pour cette raison, les effets inverses de ceux recherchés : on ne peut pas interdire le port du foulard dans la rue, et les foulards s'y multiplieront, comme ils le font déjà. Les Françaises musulmanes et plus largement les descendant-es de Maghrébins ne sont pas dupes de ce renforcement de la laïcité.

Le foulard est une provocation, et aussi un test de la véritable nature, sélective et à géométrie variable, de la « laïcité ». En s'affichant comme musulman-es, les jeunes « issus de l'immigration » veulent mettre la société devant son propre racisme. Car si une stricte laïcité est si chère aux cœurs français « de souche », pourquoi s'accommodent-ils si bien — au point de ne même pas le savoir — du fait que de nombreuses communes en Bretagne n'ont qu'une école, la catholique ? Pourquoi le rapport de la commission Debré recommande-t-il, mais sans le justifier, qu'on *ne touche pas* au statut d'exception de l'Alsace-Moselle où le Concordat de Napoléon prévaut encore, avec prières à l'école, cours religieux catholiques, protestants et juifs — mais pas musulmans — obligatoires et salaires versés par l'État aux prêtres, pasteurs et rabbins ? L'église catholique sait que ce qui est visé, c'est l'islam : « Ce qui nous a été accordé ne doit-il pas nous être retiré parce qu'autrement il faudrait le

donner aussi à l'islam⁵ ? ». Si les prélats le savent, comment les politiques comptent-ils le cacher aux musulman-es ? Que faire alors, demandent ceux qui voudraient une solution rapide et indolore (indolore pour eux) ?

Cette société a créé l'aliénation d'une partie de sa jeunesse non pas hier, mais pendant quarante ans (au bas mot). Elle ne peut pas résoudre le problème par un coup de baguette magique. Elle ne peut que commencer à lutter contre la discrimination, et d'abord reconnaître qu'elle la pratique et que c'est mal. Ensuite, prendre la mesure exacte de son ampleur et de ses conséquences sur les individus, et prendre des mesures tant pour que la discrimination ne se poursuive pas que pour réparer les résultats des discriminations passées. C'est le sens des programmes d'*action* (abusivement appelée « discrimination ») *positive*, qu'il faut mettre en œuvre pour tous les groupes — notamment les femmes et les descendants d'immigrés — victimes d'une discrimination historiquement avérée. Ensuite seulement, si elle réintègre la jeunesse qu'elle a exclue, peut-être au bout de quelques années cette jeunesse se sentira-t-elle incluse.

Mais on peut aussi prendre la voie de la surenchère : réagir à ce qui est déjà une réaction par la répression (vous avez des devoirs et pas de droits), et continuer à créer ainsi en France une société de castes, qui sera de surcroît de plus en plus violente, car le risque est de transformer les musulmanes identitaires, et les jeunes filles qui portent le foulard aujourd'hui (et ne le portaient pas hier), en islamistes radicaux et radicales. L'enjeu pour les jeunes qui se revendiquent musulman-es, c'est de faire reconnaître l'islam comme une religion française, en France. Que la société le voie comme une provocation, c'est dans le droit fil de son rejet des populations d'origine maghrébine. Qu'elle le traite par la répression marche bien dans la perception qu'ont ces jeunes de la république comme une

5. Mgr Doré, archevêque de Strasbourg, *Le Monde*, 11 novembre 2003.

machine à persécuter l'Arabe et le/la musulman-e. Qu'on continue et on leur donnera raison. Oui, c'est une provocation ces jeunes veulent mettre la société devant son propre racisme — son rejet non pas des religions mais de cette religion-là précise. Le thème de la laïcité ne peut plus faire illusion.

On peut créer aujourd'hui les conditions de révoltes futures autrement moins symboliques que le port du foulard.

Au lieu de passer des lois dans le désordre et l'urgence, il faudrait se livrer à un examen de conscience pour connaître ses propres motivations. Cet antagonisme à l'islam, qui est le substrat jamais exprimé parce que consensuel de toutes ces affaires, il faudra bien un jour cesser de le nier, et admettre sa consubstantialité avec le racisme lié à notre histoire coloniale, à la guerre d'Algérie et à l'exploitation du travail immigré en France.

Les partisan-es d'une loi évoquent sans cesse les parallèles entre la situation en France et la situation dans d'autres pays — de façon totalement erronée ; ils évoquent aussi la situation mondiale. Il existe certes des parallèles entre la haine française de l'immigré ex-colonisé, de ses descendantes, de sa religion, de tout ce qui l'évoque, et la détestation consensuelle qu'éprouve la « communauté internationale » occidentale envers l'islam, désigné, nonobstant les protestations, comme l'ennemi dans la « guerre contre le terrorisme ». Mais ce n'est pas la situation internationale actuelle qui a créé le racisme français, bien antérieur. Il nous faut faire la généalogie de ce racisme ; il nous faut démonter et corriger les mécanismes d'une discrimination systémique (de tout le système) à l'encontre d'une partie de notre population. S'arracher les cheveux sur la « montée de l'intégrisme musulman », parler de « fascisme vert », voir les foulards français comme le signal de l'Armageddon, c'est à la fois conforter la théorie réactionnaire du « choc des civilisations » — qui arrange les fauteurs de guerre — et se mettre la tête dans le sable. C'est se réfugier dans une explication par l'Apocalypse qui est une

explication de nature religieuse, pour éviter de regarder en face les problèmes politiques et humains de notre société.

Bruit de bottes et féminisme

Ce texte a été publié sous le titre
« Les guerres aggravent le sort des femmes »
dans *Politis*, 29 mars 2007.

Le 8 mars dernier à Paris, le cortège du Collectif national des droits des femmes criait des slogans contre l'oppression des femmes iraniennes. Pourquoi pas ? Mais pourquoi maintenant et pas hier ou avant-hier ?

Une fois de plus en six ans, l'épée de Damoclès d'une guerre israélo-anglo-américaine est suspendue sur des têtes moyen-orientales. Et à nouveau on fait donner les femmes. C'est inquiétant, car depuis 2001 les « droits des femmes » servent à justifier, entre autres choses, les guerres d'agression. Bush et Blair en 2001 ont sorti les « droits des femmes » de leur chapeau comme quatrième et dernière raison de bombarder l'Afghanistan. Aussi curieux que cela paraisse en Europe, le sort des femmes a également été utilisé aux États-Unis pour justifier le renversement de Saddam Hussein. Les Américains ignoraient que le régime baasiste était laïc et que les femmes n'avaient rien à gagner mais tout à perdre d'une guerre qui mettrait forcément au pouvoir des religieux ; les Irakiennes le savaient et le disaient dès le lendemain de la prise de Bagdad par les troupes américaines, mais qui les a écoutées ?

La nouvelle Constitution irakienne a marqué une régression importante des droits formels des femmes, qu'aucun organe de presse occidental n'a pris la peine de signaler. Mais elle compte moins que la guerre dans la vie quotidienne. Les Irakiennes vivent aujourd'hui dans un pays en guerre depuis quatre ans, après avoir été auparavant dévasté par deux guerres suivies de dix ans d'embargo. Les droits fondamentaux sont tous violés, et violés pour tout le monde

dans un pays où règnent les hommes armés, militaires américains et irakiens, milices, bandits, chasseurs... Quelle est la différence du point de vue du gibier, les civil-es ? La règle dans ce genre de situation est simple et binaire : ceux qui ont des mitraillettes peuvent enlever, violer, tuer ceux qui n'en ont pas, en toute impunité. Les parents n'osent plus envoyer leurs filles à l'école ; autant pour le droit à l'éducation, qui sans sécurité n'est qu'un vain mot. Les femmes n'ont plus de travail, pas seulement en raison des lois conservatrices mais surtout parce que, depuis l'invasion, il n'y a plus de travail pour personne, comme il n'y a plus d'eau potable ni d'électricité.

Qui s'en soucie ? Les ONG de droits humains, en particulier Amnesty et Human Rights Watch essaient d'alerter l'opinion publique et les gouvernements sur la situation des femmes irakiennes, sans succès. En Afghanistan, la burqa était devenue le symbole de toutes les contraintes subies par les Afghanes ; après la prise de Kaboul, en hiver 2001, un seul thème intéresse les journalistes : burqa ou pas burqa. Et en décembre 2001, ils ont trouvé quelques femmes sans burqa à photographier. Mais ça n'a pas duré. Parce que la burqa n'a pas été inventée, ni imposée par les seuls Talibans, contrairement aux histoires que l'Occident se raconte tout seul. C'est pour remettre les femmes sous leur coupe que les chefs de guerre, les Moudjahidins tant aimés en France, ont chassé les Soviétiques. Et ce sont ces chefs de guerre, que les Talibans avaient chassés, que les Américains ont remis au pouvoir. Aujourd'hui, dans les rares reportages sur l'Afghanistan, il n'est plus question des femmes ; cependant, de temps en temps on en aperçoit une qui est restée dans le cadre par erreur ; elle est dûment burquisée, mais cela n'intéresse plus les journalistes. Leur vie ne s'est pas améliorée avec le retour des Moudjahidins, elle a plutôt empiré. Les Talibans bastonnaient les femmes sans burqa, mais interdisaient le viol et le meurtre. Aussi dure que fut leur loi, elle garantissait la paix civile, le droit des gens, y compris des femmes, à la vie, et c'est pourquoi ils furent bien ac-

cueillis en 1996. Aujourd'hui, comme avant 1996, comme en Irak, quand on sort acheter du pain, on ne sait pas si on rentrera jamais chez soi ; des bandes d'hommes armés de kalachnikov (le seul élément du niveau de vie afghan dont la presse française donne le prix exact)⁶ patrouillent les villages et les campagnes, rançonnent et terrorisent les civils. Mais qui ose s'en prendre au mythe selon lequel, avec le départ des Talibans, les problèmes des femmes ont été réglés ? Pourtant, on trouve dans les rapports d'Amnesty et de Human Rights Watch⁷ toutes les informations nécessaires à démontrer pour ce qu'il est, une opération de propagande, le conte de la soi-disant « libération des Afghanes ».

Mais l'utilité de ce mensonge, c'est qu'il peut servir pour des remakes du film, en Iran par exemple. On veut nous refaire le même coup ; engager la même guerre de destruction et de massacres, et à l'aide des mêmes arguments : les « droits des femmes ». Shoukria Haidar, compatriote de « Massoud l'Afghan », partisane comme lui du bombardement de son propre pays⁸, refait surface⁹. C'était elle qui avait inspiré les slogans criés dans la première et la dernière manifestation organisée pour les Afghanes par la Marche des femmes et le CNDF. Fin septembre 2001, juste entre la destruction des tours et le début des bombardements américains sur l'Afghanistan. Étrange timing... Surtout quand on sait qu'ensuite, ces organisations françaises, comme Haidar, se sont totalement désintéressées du sort des femmes afghanes, de même qu'elles se désintéressent du sort des Irakiennes. Comment comprendre cet « intérêt » à éclipses ? Comment ne pas s'étonner de la coïncidence qui le fait s'éveiller en même temps que les visées impériales ? De la complai-

6. *Le Monde*, 19 mars 2007.

7. Voir « Personne ne nous écoute et personne ne nous traite comme des êtres humains » d'Amnesty, 2003 et « Il est très facile pour nous de vous tuer » de HRW, 2003.

8. Interview de Shoukria Haidar par Christine Delphy, 11 novembre 2001, <http://cicg.free.fr/dirafgha/haidar.htm>.

9. Curieusement, c'est Amnesty qui organise le 23 mars une conférence avec elle.

sance, voire du parti pris dans la « guerre des civilisations ¹⁰ », qui retient cet « intérêt » de dénoncer ces visées, de la cécité qui l'empêche de voir ce qui crève les yeux : que chacune de ces guerres a empiré le sort des femmes ?

10. Voir la liste des signataires de la pétition « Soutenons les femmes iraniennes dans leur combat ». www.prochoix.org/cgi/blog/index.php/2007/03/10/1257-soutenons-les-feministes-iraniennes-dans-leur-combat-pour-la-liberte

Avertissement aux malfaisants

Ce texte a été publié dans *Nouvelles Questions féministes*, n° 4, 1992.

Nous sommes fatiguées d'avoir à refaire sans cesse les mêmes campagnes, à redire pendant des mois, des années, des décennies, des siècles, les mêmes arguments. « Ils » nous disent que l'histoire est un tapis roulant qui avance tout seul. Non. Oui. C'est un tapis roulant qui recule, et nous sommes obligées de courir très vite pour *faire du surplace*. La question de l'avortement n'aurait jamais dû se poser, et elle s'est posée. Nous avons lutté pendant des années pour obtenir la loi de 1975 : la permission d'avorter, conditionnellement et dans des délais incroyablement courts. Et maintenant, même ce petit bout de liberté, de bon sens, est remis en cause.

Nous sommes fatiguées d'être enfermées, aussi sûrement que dans une Bastille, dans des questions que nous avons déjà discutées, alors que nous voulons avancer. Mais dès que nous avançons, que nous attaquons le viol, l'inceste, le harcèlement sexuel, l'absence quasi-totale de femmes dans les instances de décision (politiques ou autres), ils nous font revenir à la case départ en inventant de « nouveaux problèmes » à propos de questions résolues. Tout a été dit qui pouvait l'être sur l'avortement, sur le droit des gens — et donc des femmes — à disposer de leur corps.

Ils ne peuvent rien répondre à cela. Plus moyen de prétendre que les femmes ne sont pas des gens, des personnes : cela les a tenus cois pendant quelques années.

Alors ils ont inventé une autre personne : le fœtus. Lui ayant donné la qualité de personne, ils prétendent lui donner des droits, qu'on pourrait opposer à ceux des femmes. Et voilà, passez muscade !

Ils ne pouvaient pas continuer à dire que les femmes devaient continuer à mourir pour la plus grande gloire de la France (de l'Es-

pagne, de l'Italie, du Turkestan, etc.) : alors eux aussi se sont mis du côté de « la vie ». Mais quelle vie ? S'agit-il de la vie des gens ? Non. De la « Vie » comme principe, paraît-il, et en réalité, de la vie des fœtus.

Et voilà que les mouvements anti-avortement aux États-Unis, en Irlande et bientôt en France, deviennent « pro-vie ». Et les femmes qui veulent vivre — quelle audace, quelle honte ! — sont taxées d'assassines, de pourvoyeuses de la mort : des salopes, on le savait bien. Car vivre pour soi, sans autre excuse — comme celle de « vivre pour les autres », — refuser de considérer sa vie à soi comme un simple *moyen*, qui n'a plus de raison d'être dès lors qu'elle ne sert pas à d'autres, c'est un scandale, ça l'a toujours été dans notre belle civilisation patriarcale, et voyez-vous, jeunes générations qui croyez que tout est gagné, *ça reste un scandale*, et ils ne se privent pas de nous le faire savoir.

Nous sommes fatiguées de voir que les principes du respect des gens sont admis partout, même là où ils ne sont pas appliqués, que personne, nulle part, même dans les dictatures les plus sanguinaires, n'ose argumenter *contre* la Charte internationale des droits de la personne, que ces droits sont considérés, au moins en théorie, comme intangibles. Mais que dans le même temps, des États qui ont ratifié cette charte et toutes les autres conventions internationales, essaient de tourner ces principes pour ne pas les appliquer aux femmes.

Nous sommes fatiguées de voir qu'à l'orée du 21^e siècle, des Parlements en Europe n'hésitent pas, pour ce faire, à ressusciter la tradition si fascinante des débats byzantins : le gouvernement irlandais, dans une question proposée à un référendum qui s'est tenu le 25 novembre, demande au peuple irlandais de *distinguer* entre la *vie* et la *santé* des gens — non, rassurez-vous, pas des gens, mais des seules femmes enceintes — qui sont d'ailleurs appelées des « mères », alors qu'elles ne peuvent l'être puisqu'elles n'ont pas accouché. Je veux bien tout ce qu'on voudra, mais c'est difficile d'habiter une

maison pas construite, de diriger une entreprise pas créée, de cultiver un champ qui n'existe pas, et d'être une mère quand il n'y a pas d'enfant. Mais l'État irlandais n'est pas à cela près, qui « reconnaît le droit à la vie de l'enfant *avant* sa naissance » : reconnaître les droits de gens qui n'existent pas encore, outre que c'est un peu bizarre, n'est-ce pas mettre la charrue avant les bœufs ? On se contenterait qu'ils reconnaissent et surtout garantissent le droit à la vie des gens *après* leur naissance. Ça fait peut-être terre à terre, mais enfin ici, nous sommes entre nous, c'est-à-dire entre gens *déjà* nés.

Nous sommes fatiguées de les voir tourner les difficultés que leur pose la réalité en niant celle-ci, en inventant une « réalité irréaliste », à notre seul usage — non, à *leur* seul usage — ; de les entendre décider qu'il suffit d'appeler une femme enceinte une « future mère », puis d'oublier le qualificatif « future », pour réaliser ce tour de passe-passe. Où voyons-nous qu'on appelle les gens en vie de « futurs morts » sous prétexte que tous les vivants sont promis à la mort, et ça c'est un fait, puis oublier l'adjectif « futur » ? Et quand verrons-nous cette jolie enfilade d'équations : « vivant » = « futur mort » ; « futur mort » = « mort », utilisée de façon concrète, pour enterrer des gens tout crus ?

Nous sommes fatiguées, Messieurs, de vos fausses allégations. Non, la vie ne vous intéresse pas, et ce n'est d'ailleurs pas de la vie qu'il est question. Les chartes sur le droit des gens ne défendent pas « la vie » en tant que telle, mais le droit des personnes, dont le droit à vivre est certainement le premier. Le débat n'est pas : « qu'est-ce que la vie » ? Ce débat-là n'est pas une question politique, c'est un sujet de recherche pour les biologistes et les paléontologues : « quand la vie est-elle apparue, qu'est-ce qui distingue un minéral d'un végétal d'un animal, un protozoaire d'un mammifère, une amibe d'un ptérodactyle » ? C'est intéressant, mais vous savez très bien que ce n'est pas la question. Alors, arrêtez de nous bourrer le mou. La question, c'est : quels sont les droits des personnes, et donc,

plus encore, car c'est là le véritable objet de la controverse, *qui sont les personnes*.

Cette question est simple, et vous voulez la compliquer. Une personne est une personne : c'est un être humain – un seul. Qui est physiquement séparé des autres, par son enveloppe de peau et tout ce qui va avec. Qui a ses propres organes nécessaires à un fonctionnement physiologique autonome. Ce qui ne signifie pas qu'elle n'ait pas besoin de l'aide des autres : car qui peut vivre de façon totalement autonome, qui n'a pas besoin de sa crémière, de sa pharmacienne, de sa conductrice d'autobus ; qui n'a pas besoin de ses amies, pour nous soigner quand nous sommes malades, nous consoler quand nous sommes triste, et tout simplement nous parler, parce que nous ne sommes pas fait-es pour vivre comme des ermites, bref qui peut vivre sans les autres ? Et ceci à 90 ans comme à 9 mois, comme à *tout âge entre les deux* ?

Nous sommes fatiguées d'avoir à écouter, encore plus à répondre à, des sophismes sur l'équivalence entre vie et personne. La vie est nécessaire à la définition d'une personne, mais elle n'est pas suffisante.

Parce que les fœtus sont en vie, vous en faites des personnes. Mais qui vous suivra là ? Les amibes sont des êtres vivants, et ce ne sont pas des personnes. Les rats, les chats, les chouettes, les girafes, les éléphants (et j'en passe, et des plus gros), sont des êtres vivants, et pourtant ce ne sont pas des personnes – on peut le regretter (surtout en ce qui concerne les chats, qui incarnent une forme de vie plus évoluée, et surtout moins méchante, que les intégristes et les premiers ministres), mais c'est ainsi.

Vous cherchez des arguments dans « les progrès de la médecine ». Mais la médecine vous a répondu, avec bon sens : elle appelle certains fœtus « viables », et d'autres « non-viables ». Viable veut dire : qui peut vivre séparément, *hors* d'un autre organisme. Et non-viable veut dire : qui ne peut pas vivre (hors d'un autre organisme). Alors

pourquoi reconnaître un *droit* (que ce soit à vivre ou à autre chose) à des organismes qui n'en ont pas la *possibilité* matérielle ? Et si cette question de la possibilité matérielle est immatérielle, pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas leur reconnaître aussi le droit de prendre le métro, de se marier, de présider des multinationales, de se présenter aux élections ?

Tant qu'un fœtus n'est pas viable, tant qu'il n'est pas un individu, il n'est pas une personne. Vous prétendez, dans votre grand byzantinisme et vos immenses loisirs — car il faut vraiment n'avoir rien à faire pour se demander combien d'anges peuvent danser sur la tête d'une épingle — qu'il y aurait un « conflit entre les droits de deux personnes ». Mais, pour qu'il y ait droits, il faut une personne. Et pour qu'il y ait conflit (comme pour danser le tango, on ne le répétera jamais assez) il en faut deux.

Or, tant qu'un fœtus n'est pas un organisme différent, tant qu'il *fait partie intégrante* d'une personne, il y a *une* personne, la femme, et c'est tout. Avec qui peut-elle être en conflit ? Où est « l'autre » ? Et du coup, où est le « conflit » dont vous parlez ?

Nous sommes fatiguées d'être contraintes de nous situer dans un faux débat : car il n'y a pas de « question philosophique sur le statut du fœtus », il n'y a qu'un conflit entre le bon sens et la mauvaise foi. Nous sommes fatiguées de laisser les intégristes, les réactionnaires (dans et hors les gouvernements) et les États masculinistes (c'est-à-dire tous), s'ériger en « défenseurs de *la Vie* ». Car ce n'est pas de vie qu'il est question. Ces gens-là ne respectent pas « *La Vie* ». Ils n'ont rien à faire des bestioles qu'ils respirent par inadvertance — les Hindous au moins se mettent un mouchoir devant le nez. Ils n'ont rien à faire des animaux qu'ils mangent, qu'ils tuent avant de les manger, et qu'ils élèvent dans ce seul but.

Ils n'ont rien à faire des Humains en vie, qu'ils aplatissent comme des galettes sur les routes ; ils n'ont surtout rien à faire des *vrais* enfants ou plutôt, qu'est-ce qu'ils en ont à faire ? Pourquoi est-ce si

primordial pour eux que tous les fœtus arrivent à devenir des enfants et à parvenir à l'âge de 18 ans ? Pourquoi en France la loi de 1920 ?

Parce que la France avait perdu la guerre de 1870, et failli perdre celle de 1914, en raison de son « déficit démographique ». Allons, soyez clairs Messieurs, traduisez-nous en français ce que veut dire « déficit démographique ». Est-ce que cela ne veut pas dire, concrètement, que dans l'hypothèse d'un autre conflit avec l'Allemagne, il fallait avoir autant de jeunes gens de 18 ans que « le Boche » à envoyer au casse-pipe ? Et est-ce que ce n'est pas toujours vrai, est-ce que ce n'est pas cette idée « d'avoir une population égale à celle de l'Allemagne » qui vous obsède ? (Ou est-ce maintenant, la peur du « métissage » — avec les immigrés — de notre belle race française ?)

Vous n'osez plus évoquer la possibilité d'une guerre avec l'Allemagne parce que tout le monde vous rirait au nez : on est en 1992, après tout, et bien que vous n'y croyiez pas (qu'on est en 1992) vous savez qu'il ne faut pas le dire (que vous n'y croyez pas). Mais ça se voit : vous défendez une loi issue d'une « politique démographique » qui n'a aucun sens hors de cette éventualité — de ce fantasme. Et vous venez, non de l'abroger, ce qui eût été la moindre des choses, mais de la *reconduire*, dans le nouveau Code pénal, tout beau tout neuf et tout moderne, cette loi scélérate de 1920, et de la reconduire *intégralement* : VOUS y sanctionnez les médecins qui avortent passés les délais ridicules et intenable de 10 semaines, mais aussi les femmes qui n'ont d'autre recours que de s'avorter elles-mêmes, dans la solitude, la peur et la douleur au ventre. Vous avez jugé, Messieurs les socialistes-amis-des-femmes, que le désespoir et la pauvreté méritent non seulement la solitude, la peur et la douleur, mais aussi la prison : Ah, le beau pays ! et comme nous avons raison d'être fières de vous !

Vous vouliez les tuer à 18 ans, vos fœtus chéris ; mais faute de le faire si tard, vous n'avez rien contre des meurtres plus précoces.

Vous voit-on vous démenier contre les violences familiales, ce sujet tabou, si tabou qu'on ne sait même pas s'il meurt 500 ou 5 000 enfants du fait des sévices de leurs parents en France, chaque année ? En tous les cas, il en meurt. Moins que dans les accidents de la route — mais pas mal tout de même. Au fait, est-ce que cette guerre civile — 10 000 morts, 30 000 infirmes tous les ans — que les Français se livrent les uns aux autres avec leurs bagnoles vous indigne ou vous intéresse même seulement ?

Pourquoi SOS-Tout petits et autres « Trêves de Dieu » ne sont-ils pas sur ce champ de bataille, autrement plus meurtrier, autrement plus grave, aux côtés de ces mères — ces vraies mères, pas futures pour un sou, qui ont voulu, aimé, élevé des enfants pendant des années, pour les voir assassinés par des chauffards ? N'êtes-vous pas plutôt du côté de ceux, hélas la majorité de nos « compatriotes », qui prétendent que la limitation de vitesse et autres mesures de sécurité publique sont des « entraves à leur liberté » ? N'êtes-vous pas du côté de ceux qui réclament la liberté de tuer en toute impunité, du moment que c'est avec leurs voitures ?

Vous diffusez des films-fiction montrant les soi-disant souffrances de soi-disant fœtus, mais vous ne vous intéressez pas un instant aux tortures subies par de vrais enfants, les enfants martyrs, qui sont enfermés, affamés, battus, brûlés, violés, pendant des années, avant que mort s'ensuive (ou ne s'ensuive pas, et que leur vie de Cocagne continue).

Vous prétendez vous intéresser aux enfants, mais auxquels ? Ne faites-vous pas partie de cette immense coalition, qui va des extrémistes au premier ministre, qui ne veut pas, en France, qu'on prenne enfin des mesures pour la prévention du SIDA ? N'êtes-vous pas de ceux qui empêchent la distribution gratuite des préservatifs, et même leur vente dans les lycées ? N'êtes-vous pas de ceux qui bloquent toute information, qui ont interdit la diffusion cet été d'un pauvre petit spot télé sur l'usage du préservatif que 10 associations

et 4 ministères avaient réussi à concocter après seulement trois ans d'efforts ?

N'êtes-vous pas de ceux qui sont responsables de la propagation sans entraves de l'épidémie en France, de la mort déjà réalisée de milliers de jeunes adultes, et de la mort annoncée, prévue, *planifiée*, de milliers d'autres dans les mois et les années à venir — aussi planifiée que celle des hémophiles sciemment transfusés de sang contaminé ? N'êtes-vous pas de ceux par qui les bébés naissent déjà contaminés, déjà condamnés avant d'avoir vécu un seul jour ?

Et est-ce que la guerre vous horripile ? Et le massacre des populations civiles (non que je sois pour le massacre des militaires), ça vous fait quoi ? Savez-vous, puisque les adultes ne vous intéressent pas, qu'il y a des enfants sous les balles serbes et croates en Bosnie, des enfants sous les bombes en Irak, des enfants partout où il y a la guerre, et il y a la guerre partout ou presque, grâce à vous ? Êtes-vous en première ligne pour combattre la mort par famine des enfants africains ? Ou n'êtes-vous pas au contraire dans les rangs de ceux qui veulent affamer l'Afrique, et ils y réussissent, ensanguiner le Moyen-Orient, et ils y réussissent, dépecer la Yougoslavie, et ils y réussissent ? N'êtes-vous pas de ceux qui soutiennent les Américains qui soutiennent Sihanouk qui soutient les Khmers Rouges qui posent les mines qui arrachent les jambes des enfants cambodgiens ? Et n'êtes-vous finalement pas de ceux pour qui le nettoyage ethnique est officiellement un cauchemar mais secrètement un rêve ?

Nous sommes fatiguées de voir des gouvernements élus avec nos votes, essayer sans relâche de se soustraire aux conventions internationales qui reconnaissent le droit à la liberté de décision sur leur vie, sur leur corps, le droit à la santé, de tous les êtres humains, sans distinction de sexe ; de les voir chercher tous les moyens, toutes les arguties, pour signifier et inscrire dans la loi que les conventions internationales ne s'appliquent pas à nous, *que les femmes ne sont*

pas des êtres humains.

Nous connaissons vos vrais buts : nous dénier le statut de personnes à part entière, même s'il faut pour cela inventer, comme l'a fait la Constitution irlandaise en 1983, une fiction légale, une nouvelle catégorie de « personnes », les « non-nés ». Jusqu'où irez-vous, dans cette course au contrôle des femmes par l'absurde ? Pourquoi pas aussi les non-conçus ? Ou, dans les mots d'une Irlandaise, les « non-morts » ?

S'agit-il encore de la réalité, de la banale réalité de l'humanité qui a eu le bonheur (ou le malheur) de naître effectivement, et qui est sur terre, non pas « potentiellement » ni « virtuellement » ni « philosophiquement » mais pour de bon de façon bien tangible et basement matérielle et pas toujours agréable, mais qui voudrait bien y rester quand même ?

Jusqu'où irez-vous ? Quand vous voulez faire ériger en loi que les femmes ne sont pas des citoyens comme les autres, qu'elles n'ont pas un droit égal à la santé ?

Jusqu'à quel niveau d'obscénité descendrez-vous ? Quand vous voulez faire ratifier par le peuple des distinctions sordides entre la mort immédiate et la mort à moyen terme, quand vous voulez faire dire par référendum que finalement on a le droit de tuer les femmes, du moment que ce n'est pas immédiatement visible et patent ? Oui c'est en Irlande, mais nous avons aussi nos Jésuites, Docteurs de la loi, intégristes, radicaux de droite ou de gauche, députés socialistes et autres contempteurs de la pauvre humanité, et ils sont fin prêts, jusqu'au dernier bouton de guêtre. Et ceux qui ne sont pas prêts à la bagarre active sont complices : aux jeunes crétins à particule qui voulaient, par une action commando violente dans un hôpital public, « dissuader » des femmes d'avorter, le parquet de Pau n'a reproché, cet été, qu'une « violation de domicile » ! Mais c'est quoi, pousser une femme à l'avortement clandestin et au risque de mort ? Sinon une tentative de meurtre ?

Nous sommes excédées de vos mensonges. Nous savons que vous savez que l'interdiction légale de l'avortement ne sauverait pas un fœtus, car elle n'en a jamais sauvé. Nous savons que vous savez que quand l'avortement est illégal, on a... des avortements illégaux. Pas un avortement de moins, mais des mortes en plus. Nous savons que vous savez qu'il n'y aura pas un bébé de plus si l'avortement est interdit, car il n'y en a pas eu un de plus entre 1920 et 1975. Nous savons que vous savez qu'en 1975, avant le passage de la loi Veil, il y avait en France environ 300 000 avortements, dont approximativement mille femmes mouraient, chaque année. Nous savons que vous savez qu'une femme qui ne veut pas avoir un enfant risquera sa vie plutôt que de vous en laisser le contrôle.

Nous savons que vous ne voulez pas « sauver des fœtus », mais forcer des centaines de milliers de femmes à risquer leur vie, et en faire mourir quelques milliers, afin de terrifier toutes les autres. Pour qu'elles comprennent. Dans quel monde elles vivent. Qui commande. Où est leur place.

Nous savons que vous voulez nous faire reculer sur tous les fronts, et d'abord mobiliser toutes nos énergies sur le front de l'avortement, pour nous empêcher d'avancer, pour nous *immobiliser*. Vous savez que notre temps est précieux, que nous en avons besoin pour lever les autres contraintes qui pèsent sur nous, et aussi pour limiter les dégâts que vous faites partout, et d'abord, car il faut parer au plus pressé, pour essayer de vous empêcher de *tuer* — car vous réduisez en esclavage mais vous tuez aussi, à coup de bombes, de mines ou famines la moitié de la planète. Vous savez que nous avons besoin de nos énergies pour combattre votre *malfaisance* généralisée, et c'est pour accaparer ces énergies que vous nous forcez à un combat défensif.

Vous nous faites perdre notre temps, d'accord, mais vous nous faites aussi perdre patience. Vous avez tort de nous pousser à bout. Bush l'a fait : il a insulté toutes les femmes américaines en humiliant

Anita Hill, en nommant un harceleur doublé d'un parjure à la Cour Suprême, et en clamant son opposition au droit d'avorter. Ça ne lui a pas réussi. Vous pouvez continuer de parier sur la légendaire patience des femmes. Mais prenez bien conscience que c'est un pari, et un pari sur une légende. C'est risqué. *Nous sommes fatiguées. Nous sommes excédées* et nous risquons de devenir *très énervées*.

.

Cette brochure regroupe plusieurs articles sur le féminisme, le racisme et l'islamophobie issus du recueil de Christine Delphy *Un universalisme si particulier – Féminisme et exception française* (1980 - 2010), un recueil qui comprend des interventions qui s'inscrivent dans le déroulement de la politique du mouvement féministe en France.

Sommaire

Le baquelache en France	2
Violences contre les femmes	10
Le foulard islamique : une affaire française	18
Bruit de bottes et féminisme	28
Avertissement aux malfaisants	32

A propos des Editions Also :

On diffuse des brochures qu'on trouve pertinentes. On serait contentes de discuter avec toi. Si tu as envie de nous faire des retours, si tu veux échanger ou que tu cherches une brochure, contacte nous par mail :

editionsalso@riseup.net

Pour retrouver toutes nos brochures, clique sur le lien dans notre bio twitter :

[@EditionsALSO](https://twitter.com/EditionsALSO)